

print

Palestiniens et Sahraouis : Le Droit à l'autodétermination, une variable d'ajustement conjoncturelle

De [René Naba](#)

Global Research, février 27, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/palestiniens-et-sahraouis-le-droit-a-lautodeterminationune-variable-dajustement-conjoncturelle/5324462>

Le discours disjonctif occidental

Sauf erreur ou omission, les Palestiniens et les Sahraouis paraissent devoir être les deux derniers peuples au Monde à demeurer sous domination de type coloniale. Sans nul doute du fait du discours disjonctif occidental sur un principe fondamental du Droit International Public, le Droit à l'autodétermination des peuples, paradoxalement, constamment bafoué par ses promoteurs.

Ce principe, pourtant intangible, connaît une application modulée, soumis à des infléchissements circonstanciels, au point de constituer une variable d'ajustement conjoncturelle en fonction des intérêts des grandes puissances occidentales, qui furent longtemps le groupe hégémonique de la géostratégie mondiale. Valable un temps en un lieu, inopérant ailleurs, en d'autres temps.

Le conflit du Sahara occidental en fait l'amère expérience de même que le conflit palestinien. Le droit à l'autodétermination, le principe de base du conflit, souffre de la flexibilité de sa mise en œuvre. S'il trouve sa pleine vigueur et sa pleine justification lorsqu'il s'agit de promouvoir sur la scène internationale des entités conformes aux intérêts des pays occidentaux, il est, paradoxalement, combattu ou nié lorsqu'il s'agit d'éradiquer toute velléité nationaliste ou indépendantiste d'états situés hors de la sphère d'influence occidentale.

Une étude diachronique, combinant les données spatiotemporelles sur la question, révélerait un comportement échappant à la rationalité immédiate, en contradiction avec la plus élémentaire justice.

Le constat est ahurissant: Georges Bush avait assuré du temps de sa présidence (2000-2008) qu'il était las d'attendre dix ans que le Kosovo obtienne son indépendance. Comme par enchantement, aussitôt après ce cri d'amour, un coup de baguette magique, qui relève non de la prestidigitation mais de l'imposture, conférait au Kosovo son indépendance, en ce qu'il participait d'un projet plus vaste visant à parachever le démembrement de l'ancienne Fédération de Yougoslavie, un obstacle majeur à l'expansion économique occidentale dans l'Europe centrale.

Il en a été de même du Sud Soudan, un nouvel état pétrolier et ami d'Israël sur le cours du Nil. Une donne non négligeable, alors qu'une guerre de l'eau se profile dans la zone du fait des bouleversements climatiques.

Le droit à l'autodétermination a ainsi posé deux micro-états – le Kosovo et le Sud Soudan- comme jalons du maintien de l'hégémonie occidentale, face à la montée en puissance de la Chine et le contournement chinois de l'Europe par l'Afrique.

Dans ce panorama: deux cas -Le Tibet et les Kurdes- font exception en ce que dans le premier cas, celui du Tibet, les Etats-Unis se heurtent à une cible située dans la sphère géostratégique de la Chine et dans le deuxième cas, les Kurdes, à un allié de l'Amérique, la Turquie, la sentinelle avancée de l'Otan sur le flanc sud.

Dans le cas du Tibet, les Etats-Unis encouragent les autonomistes tibétains dans leurs revendications, mais veillent à ménager la puissance chinoise dans son pré carré. Le soutien des Occidentaux au Dalaï Lama constitue tout au plus un instrument de pression pour servir de monnaie d'échange à des concessions diplomatiques ou économiques chinoises.

Dans le cas des Kurdes, les supplétifs exemplaires des Etats-Unis lors de l'invasion américaine de l'Irak, en 2003, qui s'estimaient en mesure d'obtenir un état en récompense de leur collaboration n'y ont pas eu droit en raison de l'hostilité de la Turquie à un projet qui pourrait la déstabiliser du fait de la présence d'un fort sentiment irrédentiste kurde sur son territoire.

La solution médiane auxquels ont souscrit les Kurdes – une zone de large autonomie dans le nord kurdophone de l'Irak- si elle les satisfait partiellement, enchante pleinement les Américains en ce que l'enclave kurde englobe les riches champs pétrolifères de Kirkouk, de surcroît liée économiquement et militairement à Israël.

La solution est provisoire. Beaucoup à Ankara et à Washington nourrissent l'ambition de constituer une entité indépendante Kurde, sur les débris de la Syrie, dans le nord du pays, dans la zone de Jisr al Choughour, par adjonction du Kurdistan irakien, assurant ainsi à l'Etat Kurde un débouché sur la mer. Les troubles en Syrie, justifiées sans nul doute par les d'abus du pouvoir baathiste, sont alimentées de l'extérieur dans un but annexe. Le règlement par défaut de la question kurde par démembrement de la Syrie, comme cela avait déjà été le cas avec Alexandrette et le Liban

Le Kosovo a attendu 10 ans pour son indépendance, mais la Palestine attend depuis 65 ans, sans émouvoir les Occidentaux de son sort.

Pourquoi une telle duplicité? Au-delà du tribut compensatoire des Occidentaux au génocide juif et des considérations bibliques, Israël, -le choix de son implantation ne relève pas du hasard-, est située à l'intersection de la rive asiatique et la rive africaine du Monde arabe, au point de jonction de la route continentale des Indes et de la route maritime, le bassin syro palestinien et son prolongement égyptien, au point de convergences des voies d'eau du Moyen orient (Jourdain, Oronte, Hasbani, Zahrani) et des gisements pétroliers de la péninsule arabique.

L'existence d'Israël, de par son positionnement géographique, signe stratégiquement la rupture de la continuité territoriale de l'espace arabe. Pour le malheur du peuple palestinien qui paie le prix de cette entreprise de délocalisation de l'antisémitisme récurrent de la société occidentale, et pour le plus grand malheur des Arabes entravés de la possibilité de constituer une masse critique à l'effet de peser sur les relations internationales.

Mais ce qui est bon pour le Kosovo et le Sud Soudan ne saurait être vrai ni pour la Palestine, ni pour le Sahara occidental. L'ostracisme n'est nullement le fait du hasard: Les Palestiniens font face à Israël, les Sahraouis, au Maroc, le principal allié souterrain d'Israël.

Il n'est pas indifférent de noter dans ce contexte que le Kosovo et Israël sont les deux seuls pays au monde créés par une décision unilatérale. L'indépendance s'accorde donc en fonction des intérêts stratégiques. Le conflit du Sahara n'aurait peut-être sans doute pas duré autant s'il ne servait à attiser et à affaiblir deux pays au bénéfice de la stratégie hégémonique occidentale aussi bien américaine que française dans la zone, et surtout, s'il ne constituait un excellent stimulant pour les industries d'armement.

Un conflit budgétivore, stimulant pour les industries d'armement

Le Maroc est parmi les pays africains qui consacrent le plus d'effort budgétaire à leur armement. Près de 2, 8 milliards d'euros sont consacrés annuellement à l'armée marocaine, représentant 15% du budget marocain, soit le double de celui de la Santé. Les besoins militaires du Maroc absorbent 5% de son PIB, ce qui lui vaut de figurer au top 20 des pays les plus dépensiers pour leurs armées. Aussi, si l'on tient compte de la croissance du PIB, le Maroc dépense plus de 7 millions d'euros par jour pour sa défense. Parmi les grosses commandes figurent deux escadrilles de F-16 en plus de la modernisation de 27 Mirage F-1 français pour 400 millions d'euros, une frégate française Fremm pour 470 millions d'euros, trois hélicoptères américains CH-47D pour 93,4 millions d'euros, quatre avions de transport tactique C-27J Spartan à l'Italie pour 130 millions d'euros et 1.200 blindés espagnols pour 200 millions d'euros.

L'Algérie, lui, est le second importateur d'armes du continent, derrière l'Afrique du sud selon le rapport 2010 du SIPRI, l'Institut international de recherche pour la paix (SIPRI), basé à Stockholm. L'Algérie consacre en moyenne 3% de son PIB par an aux dépenses militaires, ce qui représente environ 4,5 milliards d'euros pour 2011.

La conclusion par l'Algérie d'un contrat d'acquisition d'une soixantaine d'avions de combat avec la Russie en 2006 avait immédiatement suscité une réaction de Rabat, qui s'est empressé de moderniser sa flottille de Mirage F-1 vétustes et de conclure le mirifique contrat des F-16 avec Lockheed Martin, la bénédiction de Washington et l'aide technologique israélienne.

Le budget militaire algérien s'accroît d'environ 10% par an. Des sommes colossales sont ainsi allouées par ces deux pays dont le secteur militaire occupe la première place en termes de budgétisation.

L'épreuve de force entre l'Algérie et le Maroc: un conflit de deux mémoires

Le Maroc dispose de deux atouts incomparables dans son épreuve de force avec l'Algérie.

Il est, avec la Jordanie, le meilleur allié souterrain d'Israël dans le monde arabe. Pour aller plus loin sur les relations Maroc-Israël Cf. à ce propos <http://www.renenaba.com/le-collier-de-la-reine>

Sa diplomatie corrompue de la Mamounia bride toute velléité intellectuelle critique de la classe politique française. Le Maroc est en effet la destination préférée du personnel politique français où pas moins d'une quarantaine de personnalités de premier plan en font office comme pied à terre pour des vacances parasitaires aux frais de la princesse.

L'ancien président Jacques Chirac, à Taroudant, dans le sud du pays, à l'ancien directeur du Fonds Monétaire international (FMI) Dominique Strauss Kahn et l'écrivain médiatique Bernard Henry Lévy y ont leurs habitudes. Nicolas Sarkozy, le Président de la République, y a passé des vacances de Noël en 2009 et en 2010, à la résidence royale de Jinane Lekbir (le grand jardin), à trois kilomètres de Marrakech. Son ancienne adversaire socialiste de 2007, Ségolène Royal, y a séjourné également en 2010, avec son compagnon André Hadjez, au sein d'un « palace de Ouarzazate », dans le sud du pays. Elevé en partie à Agadir, Dominique Strauss Kahn possède un ryad, une maison de luxe située à Marrakech, où il passe quelques jours de vacances pour les fêtes.

Jean Louis Borloo a, lui aussi, choisi le royaume chérifien comme destination de vacances en 2010, ainsi que le couple Balkany, Isabelle et Patrick Balkany, maire de Levallois et proche de Nicolas Sarkozy. La liste est longue. Elle englobe Hervé Morin (et 18 membres de sa famille à l'hôtel Es-Saâdi de Marrakech) et Brice Hortefeux et naturellement Philippe Douste Blazy, ancien ministre des Affaires

étrangères qui fit l'objet d'un scandale.

L'afflux de ces touristes d'un genre particulier amuse la presse marocaine. Les invitations spéciales sont l'atout maître de l'arsenal diplomatique du royaume chérifien pour séduire les politiques français. La pratique est érigée en politique d'Etat. On l'appelle la «diplomatie Mamounia», du nom du célèbre palace de Marrakech, propriété de l'Etat marocain, qui accueille depuis toujours les plus grandes célébrités de la planète. Depuis qu'Yves Saint Laurent et Pierre Bergé avaient lancé la mode des *riyads*, ces riches demeures nichées au cœur des médinas marocaines, c'est une véritable déferlante gauloise qu'a connue le Maroc. Plus de 5.000 ressortissants français, la plupart retraités, y ont élu domicile, à la suite de la diffusion en 1999 sur M6 d'une émission de la série Capital vantant les charmes de Marrakech, Tanger, Essaouira, Fès ou Agadir. Mais si le Maroc est devenu une destination privilégiée des Français, elle l'est surtout pour les «amis du royaume». Certains y ont des liens généalogiques comme Elisabeth Guigou, Dominique De Villepin, Rachida Dati ou Eric Besson.

Mais la «tribu Maroc» s'étend bien au-delà de ces attaches. Elle est pour ainsi dire tentaculaire. De Bernard-Henri Lévy à Thierry de Beaucé, nombre de dirigeants politiques, chefs d'entreprise, intellectuels médiatiques et célébrités du showbiz ont à Marrakech ou ailleurs une résidence secondaire.

Le «*plus beau pays du monde*», comme le veut la publicité de l'Office marocain du tourisme, devient ainsi un lieu de rendez-vous culte pour la classe politique française, où la délocalisation d'un Conseil des ministres serait presque envisageable durant les fêtes de fin d'année, ironisait un élu.

Dans bien des cas, le charme exotique du pays constitue aussi la botte secrète de l'influence marocaine dans les hautes sphères de l'Hexagone. Ces vacances, certes privées, sont bien trop souvent l'occasion de contacts plus ou moins informels avec les premiers cercles du roi. Des invitations «spéciales», des «prix d'amis» appliqués dans des lieux d'agrément gérés par des hommes proches du pouvoir, sont pratique courante. Ces gâteries sont d'ailleurs systématiquement appliquées aux VIP de la République.

La Mamounia est la carte maîtresse de cette politique de séduction du Makhzen, le pouvoir féodal marocain. Tous y sont reçus avec les attentions particulières que sait déployer le Maroc pour ses hôtes de marque. Les turpitudes de MAM en Tunisie avec l'homme d'affaires Aziz Miled pourraient cependant sonner le glas d'une tradition qui autrefois ne se refusait pas.

Voltigeur de pointe de la stratégie occidentale en Afrique, bras armé de l'Arabie Saoudite pour la protection des régimes honnis, tel celui du satrape zairois Mobutu, dans le cadre du Safari Club, ce royaume des bagnes et de la terreur qui sera octroyé toutes les licences, qui aura bafoué la souveraineté française en ordonnant l'enlèvement de Mehdi Ben Barka, le chef charismatique de l'opposition marocaine, en plein centre de Paris avec la complicité des services français, l'homme qui aura ridiculisé le plus illustre dirigeant français Charles De Gaulle sera pourtant vanté comme le paradis sur terre sous l'œil vigilant du «groupe d'Oujda», animé par Maurice Lévy, le patron de Publicis, le grand groupe de communication français. Le Maroc fonde son passe-droit du rôle de base de repli à l'Etat Français assigné au royaume par les stratèges occidentaux à l'apogée de la guerre froide dans le cas d'un nouvel effondrement français face à une poussée soviétique.

Mais ce Royaume souverain est un pays frappé de servitude. Le commandeur des croyants ne commande pas son détroit, le détroit de Gibraltar, qui assure la jonction stratégique de l'Océan Atlantique à la Mer Méditerranée, comme en témoigne l'incident de l'îlot persil.

Se greffe ainsi sur le conflit du Sahara une donne particulière, un conflit de deux mémoires. Les deux pays n'ayant pas accédé d'une façon identique à l'indépendance et n'ont pas été soumis à la même histoire coloniale.

L'histoire algérienne a été faite dans la douleur. Bien avant l'enfumage des caves de Bora Bora, en Afghanistan, en 2001, Bugeaud et ses soldats avaient enfumé toute l'Algérie. L'histoire algérienne est beaucoup plus douloureuse que ne l'a été l'histoire marocaine, ne serait-ce que par sa durée, et par l'imposition du code de l'Indigénat en Algérie, un des facteurs majeurs de l'acculturation algérienne, suscitant par réaction un nationalisme chatouilleux particulièrement en ce qui concerne la France.

132 ans de colonialisme en Algérie, contre trente-six de protectorat français au Maroc, soit le quadruple, avec à la clé, Sétif, le symbole de la victoire de la deuxième Guerre Mondiale, noyé dans le sang, une guerre d'Indépendance de huit ans et son cortège d'un million de morts, avec en prime, un lobby pieds noirs algériens c'est-à-dire un lobby d'anciens colons français en Algérie, sans pareil au Maroc, ni dans aucune des anciennes colonies françaises, expliquent et justifient l'extrême réactivité algérienne à toute atteinte à sa souveraineté ou aux principes moteurs de la dynamique de la guerre de Libération nationale.

L'histoire marocaine ne l'a pas été autant. Il y eu certes la guerre du Rif, mais le protectorat français sur le Maroc a été dans la durée infiniment moindre que le colonialisme français en Algérie et dans sa manifestation atténué par la complaisance d'une fraction du trône, notamment le Glaoui de Marrakech.

Au conflit de la construction de la mémoire entre les deux pays se superpose leurs orientations divergentes tant sur le plan international que sur le plan interne. Un des drames du monde arabe réside dans le fait que les deux monarques les plus cultivés de leur génération, -Hassan II du Maroc, diplômé de la faculté de droit de Bordeaux et Hussein de Jordanie, de l'académie militaire britannique de Sandhurst- au lieu de mettre en pratique le modernisme pour la promotion de leurs peuples et de leurs pays, ont instrumentalisé ce modernisme au service d'un absolutisme rétrograde.

La balkanisation du Monde arabe et la nécessité d'un seuil critique

Plaie béante qui entrave son élan, le Monde arabe souffre de balkanisation, dont la dernière en date, en 2011, a été l'amputation du sud Soudan du Soudan au mépris du principe de l'intangibilité des frontières issues de la colonisation.

Auparavant, l'amputation de la Palestine par l'implantation d'une entité occidentale Israël à l'articulation de la rive africaine et de la rive asiatique du monde arabe, la dissociation du Liban de la Syrie, l'amputation du district d'Alexandrette de la Syrie et son rattachement à la Turquie, enfin le Koweït de l'Irak et la Transjordanie (la Jordanie actuelle) de la Cisjordanie.

Source de faiblesse face aux grands ensembles de son voisinage immédiat, telle l'Union européenne, la fragmentation du monde arabe devrait le conduire à œuvrer non pour la division et la désunion, mais pour l'union.

La constitution d'un ensemble homogène résoudrait le problème du Sahara occidental par l'entente et la coopération, à l'effet de jeter une passerelle entre les deux grands pays du Maghreb central, l'Algérie et le Maroc, plutôt que de maintenir un abcès de fixation entravant tout projet transarabe.

La construction du Grand Maghreb ne saurait demeurer une vue de l'esprit. Elle se doit de se concrétiser, au besoin au forceps, pour durcir le ventre mou de la Méditerranée, première étape vers la mise sur pied d'un groupement atteignant un

seuil critique par le regroupement de l'Iran, la Turquie, l'Irak, la Syrie, le Liban, la Palestine, l'Algérie, le Maroc, l'Égypte, la Libye et le Soudan. Un ensemble de 500 millions d'habitants, équivalent à la structure des 27 pays de l'Union européenne, agrégeant sunnites et chiïtes, chrétiens et musulmans, arabes, turcs, iraniens, berbères, kurdes dans une mosaïque humaine créative, non une guerre intestine destructive.

Anormal à cet égard qu'un convoi humanitaire venant d'Europe pour aller à Gaza soit tributaire d'une brochette d'autorisation entre l'Algérie, le Maroc, la Libye et l'Égypte.

Une ère s'achève, une autre s'ouvre. Au-delà du point d'abcès malien, en raison de la talibanisation du Sahel du fait de la prolifération du septentrion malien, la confédération se doit être l'objectif majeur pour faire pièce aux tendances centrifuges de la zone, attisées par les particularismes régionaux, les irrédentismes et le chauvinisme religieux.

La donne Libyenne

On ne saurait occulter le gâchis stratégique provoqué par l'effondrement d'un pays à la jonction du Machreq et du Maghreb et son placement sous la coupe de l'OTAN, le plus implacable adversaire des aspirations nationales du Monde arabe.

Acte stratégique majeur comparable par son ampleur à l'invasion américaine de l'Irak, en 2003, le changement de régime politique en Libye, sous les coups de butoirs des occidentaux, paraît destiné au premier chef à neutraliser les effets positifs du «printemps arabe» en ce qu'il accrédite l'alliance atlantique comme le gendarme absolu des revendications démocratiques des peuples arabes.

Quarante-deux ans après leur expulsion de la base américaine de Wheelus AirField-Okba Ben Nafeh (Tripoli) et de la base anglaise d'Al Adem-Abdel Nasser (Benghazi), les Anglo saxons ont repris pied en Libye pour en faire leur plateforme opérationnelle majeure de la contre révolution arabe, la zone de sous-traitance par excellence de la lutte contre l'immigration clandestine à destination de l'Europe occidentale, le siège occulte de l'Africa Command pour la mise sous observation du Maghreb et la lutte contre l'AQMI au Sahel.

Dans cette nouvelle configuration, la Libye et le Maroc paraissent devoir faire office des deux mâchoires d'une tenaille destinée à enserrer l'Algérie.

La diversification des sources d'armement de l'Algérie avec l'Allemagne (14 milliards de dollars sur dix ans), le Royaume uni et l'Italie, en sus de la Chine et la Russie, ne saurait suffire. L'immobilisme porte condamnation de l'Algérie. Cinquante ans après l'indépendance, la génération des Moudjahidine arrive au terme de sa prestation.

Sous peine de marginalisation, sous peine de sclérose du pays, sous peine de nécrose de la revendication sahraouie, l'Algérie se doit de se mettre au diapason des nouvelles équipes dirigeantes de son environnement, en réactivant sa relation jadis stratégique avec l'Égypte du temps du tandem Nasser Boumediene, en vue de stabiliser la Libye et la prémunir des effets centrifuges des rivalités internes, en favorisant une convergence avec la relève contestataire marocaine pour une nouvelle approche du règlement du conflit du Sahara.

Sur le flanc sud de l'Europe tenu par les rets de la Mondialisation se dresse désormais un monde rebelle, dans son ancienne chasse gardée, une zone qu'elle vouait à faire office de glacis stratégique contre la percée chinoise en Afrique, la zone d'externalisation de la politique de la lutte contre l'immigration sauvage arabo africaine.

Au lendemain du printemps arabe de 2011, le plus grand défi du monde arabe est de porter la dynamique de réformes au sein des monarchies arabes, curieusement épargnée par la contestation, particulièrement les pétromonarchies du golfe, le foyer de l'intégrisme et de la régression sociale, qui se trouvent par ailleurs être les principaux alliés du Maroc dans le conflit du Sahara occidental en même temps que les alliés objectifs d'Israël dans la confrontation palestinienne.

Le règlement du conflit palestinien et du conflit sahraoui paraissent devoir passer par le rééquilibrage des rapports interarabes, par le placement en état défensif des pétromonarchies, prélude à une modification radicale de leurs alliances internationales, particulièrement leur allégeance inconditionnelle aux Etats-Unis, le protecteur d'Israël.

Dans la décennie 1970-1980, alors que le Liban servait de guerre de dérivation au processus de paix égypto-israélien, la pression s'est portée sur la Syrie et l'Algérie en vue de briser la détermination des deux principaux foyers du «Front de refus arabe» aux menées israélo-américaines dans la zone. La crise cardiaque du président syrien Hafez Al Assad, en 1976, en plein siège du camp palestinien de Tall el Zaatar, dans la banlieue est de Beyrouth, a laissé espérer une brèche pour une redistribution des cartes à l'échelle régionale. Son rétablissement suivi de la maladie fatale du président algérien Houari Boumediene, en 1979-1980, a privilégié la déstabilisation vers l'Algérie, par le financement d'un prosélytisme islamique par les fonds saoudiens.

Le ralliement de la dynastie wahhabite à la coalition occidentale anti Saddam Hussein a quelque peu distendu les liens entre les islamistes algériens et leurs parrains saoudiens, sans pour autant mettre un terme à la dynamique de la guerre intestine qui ravagera l'Algérie pendant dix ans, entraînant sa marginalisation au niveau de la diplomatie régionale arabe.

Le même schéma paraît se reproduire avec la constitution d'un glacis pétro monarchique contre révolutionnaire par l'adjonction du Maroc et de la Jordanie, les deux grands alliés d'Israël au Conseil de Coopération du Golfe.

Sauf à se résoudre au fait accompli, le bloc républicain arabe devrait veiller à créer les conditions d'un Fukushima politique sur les pétromonarchies, particulièrement l'Arabie saoudite, le cœur nucléaire de l'intégrisme mondial et le foyer absolu de la régression sociale, afin de redonner une plus grande cohérence sociale et économique entre les deux versants du monde arabe, la zone méditerranéenne de pénurie et la zone d'abondance du golfe pétrolier, à l'effet d'établir un rapport de force qui lui soit favorable en vue de favoriser un règlement du conflit du Sahara occidental et les autres points du contentieux interarabe.

Et pour les Sahraouis de désenclaver leur problème pour le sensibiliser à l'échelle du monde arabe. Tant il est vrai qu' «il ne saurait y avoir de victoire politique possible sans une victoire culturelle préalable» (Antoine Gramsci).

Copyright © 2013 Global Research